



Une sortie de route. Ainsi pourrait se résumer la déclaration de la ministre de l'Habitat et du Développement urbain, le 5 février, à Maroua, où elle effectuait justement une visite des chantiers routiers. Une routine pourrait-on dire, si cette formule « Il y avait quoi avant ? » n'était pas sortie de son foulard. Reprise de manière virale et sortie à dessein de son contexte, la phrase tourne depuis lors en une controverse sur le bilan économique Ahidjo - Biya. L'enjeu est à présent de savoir quel impact politique les propos de la vibrante Célestine Ketcha Courtès, activiste à souhait et adepte des polémiques, auront à l'approche d'une présidentielle qui commence à crisper l'atmosphère politique. Notre décryptage

En s'emportant le mois dernier à Maroua, la ministre de l'Habitat et du Développement urbain a déclenché une controverse dont l'impact pourrait se ressentir à l'approche de la présidentielle. Une sortie de route. Ainsi pourrait se résumer la déclaration de la ministre de l'Habitat et du Développement urbain Célestine Ketcha Courtès, le 5 février, à Maroua, où elle effectuait justement une visite des chantiers routiers. Une routine pourrait-on dire, si cette formule « Il y avait quoi avant ? » n'était pas sortie de son foulard pour répondre vertement aux édiles trublions qui la pressaient de sanctionner les entreprises en charge de la réhabilitation de ces infrastructures du chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord.

Reprise de manière virale et sortie à dessein de son contexte par des adversaires qui n'en demandaient pas tant, la phrase a déclenché un tollé auprès des ressortissants de l'Extrême-

Nord et tourne depuis lors en une controverse sur le bilan de Paul Biya. Un débat que Célestine Ketcha Courtès, activiste à souhait et adepte des polémiques, a contribué à amplifier en essayant d'éteindre un incendie qui se répandait dans la savane à une vitesse supersonique. La ministre indique dans un communiqué choc que : « L'extrait « il y avait quoi avant ? » utilisé par les activistes manipulés par des personnes tapies dans l'ombre se réfère uniquement à la situation de la voirie avant le début des travaux instruits par le Chef de l'Etat », tout en dénonçant « des activistes manipulés par des personnes agissant dans l'ombre ».

Il n'en fallait pas davantage pour que les détracteurs de tous poils s'emparent du sujet pour instruire le procès en forme d'inventaire du règne quarantenaire du président Paul Biya. Depuis lors, partisans et adversaires du régime s'étripent sur les réseaux sociaux. Les seconds ressuscitant les accomplissements légués par Ahmadou Ahidjo et parant son magistère d'âge d'or de l'histoire économique du Cameroun, comparé au « cimetière des réalisations » du régime en place qu'est devenu le Cameroun actuel. Les premiers tentant de sauver les meubles – et une Célestine Ketcha Courtès visiblement désemparée par la tournure des événements – du Renouveau en montant en épingle les « joyaux économiques » du Prince.

Dans ce déferlement de mauvaise foi, où la mémoire sélective des uns et des autres tourne à plein régime, il y a lieu de prendre du recul et de remettre de la mesure. Tout pouvoir est le résultat d'un tableau reflétant une double face : sombre et éclatante. Au-delà du passif peu reluisant de l'ère Ahmadou Ahidjo s'agissant de la gestion des libertés publiques, le bilan économique tant sublimé ne saurait gommer quelques défauts de fabrication. L'on ne saurait par exemple passer par pertes et profits des échecs comme le drame de la 8e coupe d'Afrique des nations de 1972 et le scandale des détournements des deniers publics qui s'en suivit. Nombre de projets de l'époque partaient d'une intention louable, mais furent viciés à la base et devaient inmanquablement devenir des éléphants blancs au fil du temps. La déconfiture de la Cellucam ou de la Sonara, dont les Camerounais paient aujourd'hui le choix technologique initial, a certes été constatée sous Paul Biya, mais il faut être habité par une cécité notoire pour ne pas relever que le « défaut de conception » remonte à l'ère de son « illustre prédécesseur ». Difficile dès lors d'imputer la seule responsabilité de ces flops à l'actuel locataire d'Etoudi qui, certes, fut le premier ministre d'Ahidjo, mais dont on peut avec le recul apprécier la marge de manœuvre – quasi inexistante – dans un environnement aussi contraint.

La vibrionne Célestine Ketcha Courtès, tout à son emportement, n'a certes pas pris la mesure de ses propos sur le coup. L'enjeu est à présent de savoir quel impact politique ils auront à l'approche d'une présidentielle qui commence à crispier l'atmosphère politique, montrant la fébrilité qui s'empare des différentes parties. Son attitude est devenue du pain béni qui nourrit le discours de l'opposition dans une région hyper sensible, dont son champion connaît le poids qu'elle représente pour son envergure politique. Une chose est certaine, l'ex-maire de Bangangté y a apporté sa contribution en lançant à son insu une pierre dans son camp. Un « coup de Jarnac » dont son héros et son parti se seraient bien passés dans une pré-campagne électorale en passe de devenir une zone de turbulences politiques.

**Ref: EcoMatin**

---